

Stéphane HOREL, Stéphane FOUCARD et
Sylvain LAURENS (dirs), *Les Gardiens de la raison.
Enquête sur la désinformation scientifique*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Cahiers libres, 2020, 368 pages

Érik Neveu



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32510>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.32510](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32510)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2023

Pagination : 461-464

ISBN : 978-2-81430-502-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Érik Neveu, « Stéphane HOREL, Stéphane FOUCARD et Sylvain LAURENS (dirs), *Les Gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique* », *Questions de communication* [En ligne], 43 | 2023, mis en ligne le 01 octobre 2023, consulté le 18 octobre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32510> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32510>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

l'exposition de soi est plus forte et moins contrôlée plus on descend dans les classes sociales (p. 242).

La rupture envers les institutions que nous avons évoquée précédemment est abordée par F. Granjon au cours de son dernier chapitre à travers l'exemple de la crise des Gilets Jaunes, liant ainsi l'informatique connectée aux mobilisations sociales des classes populaires. Les réseaux sociaux numériques apparaissent une fois de plus comme une possibilité pour ces individus de faire entendre leurs voix, souvent inaudibles, face à ceux qu'ils qualifient d'élites – qu'elles soient intellectuelles, financières, etc. Ils parviennent ainsi à se réapproprier une partie du débat politique.

Alors que B. Miège et F. Granjon ne parviennent pas à s'entendre quant à la « fracture numérique de second degré », ce dernier propose un nouveau de degré de fracture numérique – fracture numérique de troisième degré – pour parvenir à expliquer les prémices des inégalités dans le processus de l'appropriation de l'informatique connectée, ouvrant ainsi un nouvel axe de réflexion pour les sciences humaines et sociales. Toutefois la vision de F. Granjon place les individus en position de soumission à l'informatique connectée dans le sens où ceux-ci se contenteraient de subir l'oppression du capitalisme numérique. De même, bien qu'il traite des inégalités liées au genre – les femmes exploitent moins le numérique que les hommes et leurs usages de l'informatique connectée se tournent davantage vers le domaine du privé et du *care* – l'auteur ne semble que peu prendre en compte l'agentivité des individus qu'il étudie. Il serait intéressant et pertinent de confronter sa réflexion à celle de Judith Butler au sujet de la « capacité d'agir » des personnes.

Selena Tognacci

Université de Bourgogne, Cimeos,
F-25000 Besançon, France
selena.tognacci@gmail.com

Stéphane HOREL, Stéphane FOUCARD et Sylvain LAURENS (dirs),
Les Gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique

Paris, Éd. La Découverte, coll. Cahiers libres, 2020,
368 pages

Ce consistant volume revient sur une thématique qui retient une attention croissante tant du monde académique que d'un public de citoyens concerné par les enjeux de santé et d'environnement : la manipulation des informations et des publics sur un

ensemble de questions d'usage des sciences et des biens et produits qu'elles permettent de créer. Pour ne suggérer que deux points de repère dans ce chantier dynamique, on mentionnera *Les Marchands de doute* (Erik Conway et Naomi Oreskes, trad. de l'anglais par J. Treiner, Paris, Éd. Le Pommier, 2014) sur les mensonges des industriels du tabac, ou le travail plus récent d'Henri Boullier, *Toxiques légaux* (Paris, Éd. La Découverte, 2021) sur la manière dont la directive européenne Enregistrement, évaluation et autorisation des produits chimiques (Reach), censée produire une révolution et une sécurité accrue dans le domaine de la commercialisation de nouvelles molécules chimiques est en fait un sabre en bois.

Les Gardiens de la raison est cosigné par deux journalistes du *Monde*, Stéphane Horel et Stéphane Foucard, qui produisent l'un et l'autre une remarquable couverture des questions d'environnement, et par Sylvain Laurens, chercheur CNRS reconnu pour ses travaux sur le *lobbying* à l'échelon européen (*Les Courtiers du capitalisme*, Marseille, Éd. Agone, 2015). « Ni une thèse en sciences sociales prête à être discutée dans les séminaires académiques, ni un essai déclamant une pure opinion » (p. 15), cet ouvrage repose sur une solide enquête et beaucoup de faits. Pour emprunter au vocabulaire journalistique, son angle est de voir comment la référence à la raison, le courant rationaliste qui fut un facteur de progrès et d'exigence du débat social en sont venus à être largement captés par des industriels et intérêts organisés dont la vision est au fond que tout ce que chercheurs et ingénieurs trouvent et qui peut répondre à des besoins (agricoles, énergétiques...) est une marche de la raison, ce qui dispense de se poser des questions sur les possibles effets collatéraux ou indésirables de ces découvertes auxquelles on ne pourrait s'opposer que par ignorance ou luddisme. Les références à la Science et la Raison deviennent alors les alibis d'une avancée sur le mode du rouleau compresseur des organismes génétiquement modifiés (OGM), molécules aux effets non testés, produits phytosanitaires contribuant à détruire les pollinisateurs. La démonstration des trois auteurs est celle d'un processus d'offre publique d'achat (OPA) sur la science : les entreprises, les chercheurs et ingénieurs qui travaillent avec et pour elles seraient – avec les savants qui ne les contrarient pas – les seuls détenteurs de l'autorité scientifique, y compris et d'abord contre les univers académiques qui sont au cœur de la plupart des avancées des savoirs.

Une série initiale de chapitres vient démonter, exemples à l'appui, des éléments clés de la rhétorique du nouveau rationalisme. Un premier

élément consiste à renvoyer ceux qui critiquent des usages des produits des technologies et sciences à l'émotionnalité et l'irrationalité. Qu'une émission de la journaliste Élise Lucet mette en cause le glyphosate ne peut être qu'un mélange de simplismes et de surréactions irrationnelles. Un second élément de la panoplie est de jouer d'un registre surplombant du pédagogue qui vient rappeler à des critiques, forcément ignorantes ou de mauvaise foi, ce que sont les fondamentaux du raisonnement scientifique. Ainsi toute corrélation n'est-elle pas causalité (mais il faudrait ajouter que les corrélations sont souvent un bon outil d'établissement des causalités), les faits naturels et physiques sont multi-causaux (les abeilles meurent aussi du Varroa et de la monoculture pas seulement des néonicotinoïdes, l'activité solaire pourrait être un fort facteur explicatif du réchauffement climatique). Autre *topos* de base : le principe de précaution – qui ne peut qu'être le symptôme d'une peur de la science – aurait débouché sur une idéologie précautionniste. L'argumentation repose bien souvent sur ce qu'il faut appeler des bobards, mais qui cent fois réactivés continuent de produire des effets. Les ravages du paludisme en Afrique devraient beaucoup aux écologistes du nord qui interdisent l'usage du dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT) pourtant capable d'éradiquer promptement les moustiques (p. 71-74). Une épidémie de choléra à Haïti n'a pu se développer que par la décision de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de refuser l'emploi de l'efficace eau de Javel, accusée d'être trop polluante (p. 86-93). Tout ceci est faux, mais la répétition produit l'image d'écologistes bobos irresponsables, faisant payer très cher aux plus démunis leurs phobies et *a priori* idéologiques. Si le principe de précaution dégénère en idéologie peureuse, c'est aussi – autre pilier de la rhétorique – par incompréhension de la catégorie de risque (chapitre IV). Certes une faïence est dangereuse, mais le danger ne devient risque que si on s'en approche imprudemment. Écologistes et lanceurs d'alerte, mais aussi agences scientifiques mal inspirées comme le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) qui catalogue les cancérigènes confondraient allègrement danger et risque. Intellectuellement intelligible, la distinction devient indécente quand il est précisément impossible de se protéger du risque qu'engendrent certains dangers : quand des élèves d'une école du Médoc ont des troubles respiratoires après une pulvérisation de produits phytosanitaires, quand des tests urinaires montrent que des populations parfaitement éloignées des activités agricoles ont

des taux significatifs de glyphosate dans le corps. Le plus gros tour de passe-passe conceptuel consiste ici à entretenir la confusion entre deux types de savoir scientifique (p. 108). L'un est « réglementaire », il a une visée appliquée pour indiquer ce que seraient les conditions raisonnables d'usage d'un produit. Ce travail mérite bien le qualificatif de scientifique, mais il faut aussitôt ajouter que les tests et recherches ne valent que pour ce qu'elles recherchent. Si elles n'examinent pas les interactions entre molécules en contexte social réel, elles ne trouveront pas leurs possibles dangers. Si – exemple réel – un protocole sur la nocivité des produits phytosanitaires pour les butineuses considère comme acceptable que le produit puisse faire mourir plus de 40 % de la population d'une ruche, il sera homologué. La science en marche, celle qui se développe dans les équipes de recherche, s'emploie, elle, à voir plus loin et plus large, à anticiper sur des effets, à multiplier les paramètres pris en compte, à allonger la durée des observations. Elle tend de plus en plus à invalider le principe canonique sacralisé par les néo-rationalistes « la dose fait le poison » en établissant tant les effets de micro-expositions que ceux d'expositions croisées à une diversité de toxiques en quantités parfois infimes.

L'action des néo-rationalistes ne passe pas que par une rhétorique. Elle mobilise aussi des techniques et des vecteurs. L'un peut être le financement de revues « scientifiques » sans comité de lecture, ou avec une garnison de chercheurs dont les budgets dépendent des entreprises financeuses pour suggérer que le danger n'est pas établi, qu'il n'y en a pas. Une autre est de requalifier les faits dérangeants. Si Monsanto est condamné pour la maladie d'un jardinier usager de ses produits, ce n'est point ces derniers qui sont en cause... mais un étiquetage imparfait des flacons et, qui sait, l'imprudence du jardinier. D'une manière qu'on associera à la catégorie des « classiques modernes » la disqualification des critiques passe aussi par l'usage de trolls, la création d'*astroturfs* (association ou structures qui se donnent pour de recherche ou d'expression de la société civile, mais sont financées et contrôlées par les entreprises cibles des critiques ; Lits Briec, « Astrourfing », dans B. Fleury, M. Lecolle et J. Walter (dirs), *Publicationnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*, 2023). Le chapitre VI tout entier est dédié à l'analyse des tentatives de constitution, sur le modèle britannique, d'un *science media centre* qui serait l'interface permettant aux journalistes de disposer d'interlocuteurs compétents quand ils veulent comprendre un nouveau produit, une

innovation technologique. En soi, l'idée n'est guère critiquable et nombre d'associations et sociétés savantes ont, de longue date, pris l'initiative, souvent *via* leurs sites, de proposer aux journalistes un petit *who's who* des compétences disponibles dans un champ disciplinaire. Mais l'expérience du type d'institution proposée, si l'on observe sa trajectoire au Royaume-Uni, est que, financée au premier chef par des entreprises concernées, elle ne tarde pas à en devenir dépendante. Elle laisse dans l'ombre les conflits d'intérêts des chercheurs. Elle consacre comme experts de référence des personnes qui n'ont jamais contribué à une production significative de connaissances sur le sujet précis où on les légitime. Elles fonctionnent rapidement comme un Bottin – très mondain – des chercheurs jugés inoffensifs ou bienveillants par ceux-là même dont les productions demandent une évaluation critique.

Argumentaires et outils d'influence renvoient à une troisième dimension de ces « gardiens de la raison ». Ils constituent un écosystème auquel les auteurs associent l'adjectif mondain, ce qui signale pertinemment que, loin d'avoir pour premier ou unique ancrage la cité savante, ils évoluent dans un microcosme d'interconnaissance entre intellectuels conservateurs, organisations de défense des industries chimiques, journalistes aux sensibilités libertariennes considérant comme expression d'un anticapitalisme qui n'ose dire son nom toute critique contre les firmes. On y croise encore des figures d'une franc-maçonnerie qui s'est toujours posée en institution de la raison, des tenants de disciplines nouvelles (neurosciences, psychologie évolutionniste) qui se veulent les boucliers du rationalisme moderne. On recommandera aux spécialistes de sciences sociales l'ultime chapitre qui malmène quelque peu Gérard Bronner, le Pangloss en sociologie des effets du progrès dont les auteurs rappellent que – spécialiste de la critique des biais cognitifs – il a repris dans ses livres les deux bobards majuscules évoqués plus haut sur le DDT et la disqualification de l'eau de Javel. Les spécialistes de communication seront d'ailleurs aussi admiratifs de ce qu'un chercheur dont des thèmes centraux sont les effets de persuasion, de communication, les questions de réception puisse aligner les livres dans une ignorance sans complexe, dont attestent ses bibliographies, des travaux de leur discipline.

C'est donc un livre utile, argumenté, soulevant des enjeux sociaux et politiques forts qui est proposé. On en recommande vivement la lecture parce qu'il relève d'une entreprise de salubrité publique en mettant en

lumière comment le débat social peut-être faussé, la science invoquée de façon sélective et les recherches les plus avancées disqualifiées quand elles dérangent des intérêts économiques ou idéologiques libéraux. On peut associer cette invite à l'expression de quelques frustrations.

En valorisant ce qui ressemble à une histoire sociale des idées autour des influences libertariennes, de la manière dont la critique du « post-modernisme » lors de l'affaire *Social Text* (canular destiné à montrer que cette revue publiait n'importe quoi qui allait dans le sens des lubies « post-modernes ») conduit certains de ses acteurs (Jean Bricmont) vers des dérives idéologiques plus que surprenantes, des usages de disciplines montantes – psychologie « évolutionniste » – ou de certaines sollicitations des neurosciences, l'ouvrage tend graduellement avec l'avancée de ses chapitres à élargir sa problématique (chapitres VIII à X en particulier). L'insatisfaction du lecteur peut alors venir de ce que le nombre accru des personnages et protagonistes qui entrent en scène ne se double pas d'un effort suffisant pour offrir une intelligence globale de ce qui relie cette troupe aux trajectoires, motivations et croyances diverses. La synthèse de cette sociologie d'un écosystème intellectuel est inaboutie. Rendons aux auteurs l'hommage de ce que ce défaut doit à leur refus du simplisme. Ils ne sacrifient pas aux raccourcis et amalgames. Ils montrent que dans l'écosystème des gardiens de la raison certains ont des motivations idéologiques qui peuvent être de défendre la liberté du marché, que d'autres ont des fils à la patte en forme de financement de leurs recherches ou de gratifications financières. Mais ils prennent aussi bien soin de ne pas donner aux logiques de l'intérêt ou d'un aveuglement idéologique une place explicative exclusive. Car il y a dans ce réseau des savants aux états de service indiscutables, des militants qui ont quelque chose comme une foi en la science et le savoir. On discerne bien au fil des pages des éléments de compréhension : expression d'un sentiment réactif au sein de métiers d'ingénieurs qui se sentiraient déclassés, *hubris* ou bonheur d'accéder à une visibilité sociale de savants qui vont au-delà, à côté de leurs vraies compétences, exaspération de grands chercheurs devant certaines prises de position écologiques ou de lanceurs d'alarme perçues comme régressives ou obscurantistes (p. 61). Un long développement (p. 56-66) rend visibles les évolutions de l'Association française pour l'information scientifique, sa vassalisation par les lobbies. Mais, hormis quelques figures saillantes, il

est peu précis sur ce qui demeurerait d'une base militante, ses convictions et gratifications. Un zoom sur un groupe de doctorants se prenant déjà pour des maîtres et furieux de ne pas recevoir l'attention requise des journalistes qu'ils agressent cependant en mode trolls (p. 129-140) rend ainsi visible une autre composante de cet écosystème décidément hybride. Bref, si les chapitres suggèrent avec beaucoup de détails quelque chose comme les points à relier d'un réseau, ce qui fait converger des acteurs hétérogènes, les logiques sociales de solidarité qui les connectent, la structure du réseau en un mot reste floue et une synthèse fait défaut.

Une autre petite déception tient au surprenant silence sur la genèse de ce trio. Il n'est pas banal qu'un universitaire coécrite avec deux journalistes un livre, *a fortiori* un livre solide qui ne soit pas cette « synthèse de la thèse et de foutaise » par laquelle Pierre Bourdieu définissait l'essayisme. Or, rien, hormis la molle formule ni-ni citée plus haut n'explique la dynamique de cette coopération, ou les tensions ou divergences d'expression qui auraient pu surgir dans cette écriture à trois mains. Comment s'est faite la rencontre, qu'est-ce que chacun a pu apporter aux autres, comment s'est passée l'écriture ? Que pourrait apporter la généralisation de telles initiatives ? Le lecteur n'en saura rien, et c'est fort dommage... mais pas au point de lui faire regretter une lecture stimulante.

Érik Neveu

Université de Rennes, IEP, Arènes, CNRS,
F-35700 Rennes, France
erik.neveu@sciencespo-rennes.fr

James E. Katz et Kate K. Mays (éds), *Journalism & Truth in an Age of Social Media*
New York, Oxford University Press, 2019, 283 pages

Cet ouvrage croise deux problématiques, l'une presque aussi ancienne que le journalisme moderne tel que structuré progressivement en groupe professionnel à la fin du XVIII^e et dans le courant du XIX^e siècle, et l'autre nettement plus récente. La quête de la vérité (son impératif normatif, ses impasses pratiques, sa dimension socio-discursive stratégique) et l'étude des changements induits par l'émergence du web, et tout particulièrement les réseaux sociaux numériques, à cette même profession journalistique, forment un objet d'étude foisonnant et somme toute relativement actuel. Tout au long du parcours proposé par les deux éditeurs et leurs 26 auteurs, il est étonnant de constater à quel point

ces problématiques sont étroitement liées, l'une questionnant invariablement l'autre.

La première section (*Democracy, News and Society*) brosse en trois chapitres le rôle de l'information dans une perspective sociétale et politique large, débordant largement du champ journalistique : on y trouve une contribution tout à fait utile approchant le phénomène des *fake news* sous un angle historique bienvenu, afin de réévaluer les dynamiques de construction et de circulation de fausses informations, certaines d'entre elles s'avérant bien antérieures à l'émergence des réseaux sociaux numériques. Présenté comme ouvertement interdisciplinaire, l'ouvrage ouvre effectivement des portes vers d'autres disciplines, au rang desquelles l'histoire figure en bonne place. Dans une autre contribution de cette section, la mobilisation des travaux de Pierre Bourdieu, via l'analyse de son classique *Sur la télévision* (Paris, Éd. Raisons d'agir, 1996), n'apporte en revanche rien de très habituel à la problématique de l'ouvrage et à la critique de l'auteur en question.

Largement redevables aux *journalism studies* et à leur apport continu de travaux depuis le début du siècle, les sections II et III (*Pillars of Truth in Journalism* et *Craft of Journalism and Truth*) offrent sept entrées à la fois richement référencées et complémentaires. Le spectre d'objets, de théories et d'exemples discutés est essentiellement anglo-saxon (ce qui ne fait que refléter le *casting* de l'ouvrage, très majoritairement américain et exclusivement occidental), laissant de côté la dimension culturelle située du journalisme, en tant qu'institution sociale, pratique professionnelle ou marché du travail. C'est bien sûr un des bémols de l'ensemble, que les auteurs ne discutent hélas pas assez, et qu'il convient de garder à l'esprit. Cependant, compte tenu de l'influence que les modèles normatifs et les pratiques journalistiques américaines ont exercée sur l'ensemble des démocraties occidentales dans le courant du XX^e siècle, le contenu de l'ouvrage demeure un excellent point de référence pour toute personne désireuse de comprendre comment la profession se démène pour atteindre certains de ses impératifs professionnels au cœur d'une période marquée conjointement par des changements technologiques majeurs et un certain désordre informationnel. S'agissant du poids de la norme de l'objectivité, les auteurs ouvrent des pistes réflexives joignant l'analyse du journalisme comme pratique (*craft*) à des approches épistémologiques capables de nuancer les discours sur l'objectivité. Les approches classiques (réalistes-pragmatiques, affiliées à une tradition positiviste) se trouvent ainsi rediscutées à